



**Le Conseil National pour le Respect de l'Accord d'Arusha pour la paix et la Réconciliation au Burundi et de l'Etat de droit**

**DECLARATION SUR LA CHASSE À L'HOMME, LES MASSACRES CHRONIQUES ET LA SÉQUESTRATION DES POPULATIONS DANS CERTAINS QUARTIERS DE LA CAPITALE BURUNDAISE**

Le CNARED constatant les massacres à grande échelle perpétrés par les milices armées sous les ordres de l'ex-Président Pierre Nkurunziza porte à la connaissance de l'opinion tant nationale qu'internationale ce qui suit :

Les faits :

1. Le pouvoir illégal et illégitime de Nkurunziza s'est donné l'objectif de malmenier voire tuer tout burundais ayant manifesté son désaccord contre le troisième mandat combattu par le monde entier.
2. Après l'organisation d'une mascarade électorale consacrant une entrave grave de la paix et du processus démocratique burundais par Pierre Nkurunziza, des institutions fantoches à la couleur de celui qui les a mises en place ont été installées. Leur première mission : chasser et tuer tout opposant à ce régime putschiste, commençant par ceux qui ont manifesté contre le fameux troisième mandat ; séquestrer ensuite les habitants de tous les quartiers dont les jeunes ont manifestés beaucoup plus que les autres, enfermant ainsi les populations entières comprenant les vieux, les femmes et les enfants, les tuant atrocement par le stress et la faim. Il n'y a en effet plus terrifiant que de voir son bébé mourir de faim ou de maladie par le simple fait d'être injustement enfermé chez soi !
3. Au courant du jour du 4 septembre 2015 lors de la séquestration des quartiers Musaga et Kinanira, le cynisme du pouvoir Nkurunziza est arrivé à son paroxysme. En effet, des bébés malades, des femmes qui devraient accoucher et des personnes souffrantes de maladies diverses nécessitant des soins intensifs ou se rendant dans les urgences se sont vues bloquées par la police, personne ne pouvait se rendre à l'hôpital. Quelle cruauté ?

Vu cette situation de massacres sélectifs et massifs des populations dites « anti-troisième mandat » ;

Considérant la dictature cruelle, criminelle et continuelle de cet ex président Pierre Nkurunziza qui s'est installé lui-même au pouvoir après un putsch institutionnel décrié par le monde entier ;

Tenant compte de l'usage des instruments de l'Etat (le matériel et le personnel) pour exterminer les populations proches de l'opposition ;

Conscient de l'inconscience de Pierre Nkurunziza qui continue à s'accrocher au pouvoir malgré notre contestation celle du monde entier, baignant dans le sang de sa propre population qu'il qualifie d'insurrectionnelle alors que c'est lui-même qui s'insurge contre la loi fondamentale du pays et les Accords de paix d'Arusha ;

Constatant que, malgré les massacres aux allures génocidaires en cours au Burundi, le monde nous regarde sans agir ;

Le Conseil National pour le Respect de l'Accord d'Arusha pour la paix et la Réconciliation au Burundi et de l'Etat de droit « CNARED », déclare ce qui suit :

- Le CNARED présente ses condoléances à toutes les familles qui ont perdu les leurs pendant ces dures épreuves de la vie du pays ;
- Le CNARED condamne avec toute sa dernière énergie la folie meurtrière du putschiste Nkurunziza et de sa clique ;
- Le Conseil s'insurge contre la séquestration des populations dans leurs quartiers, les empêchant de vaquer à leurs occupations quotidiennes et les condamnant à mourir de faim ;
- Le CNARED s'oppose ardemment à l'usage des armes à feu pour terroriser les populations des quartiers contestataires du fameux 3<sup>ème</sup> mandat, car c'était leur droit de manifester leurs désapprobations à l'illégalité de la candidature anticonstitutionnelle ;
- Le CNARED condamne les arrestations et les massacres massifs des jeunes surtout de la mairie de Bujumbura. Il met en garde le pouvoir putschiste de Pierre Nkurunziza contre ces crimes et lui fait savoir que le monde entier l'observe et que les juridictions nationales une fois libérées et celles internationales l'attendent ;
- Le Conseil exige l'arrêt immédiat de toute forme de menace, d'enlèvement, d'arrestations arbitraires et vagabondes, de tortures et de tueries des populations innocentes ;
- Le CNARED exige la libération sans conditions de tous les prisonniers politiques, surtout ceux accusés de lutter contre le mandat criminel de Pierre Nkurunziza ;
- Le Conseil demande encore une fois aux différents partenaires du Burundi de mettre en application les sanctions prévues et annoncées avant les mascarades électorales, en vue de restaurer l'Etat de droit au Burundi ;
- En fin, le CNARED reste compatissants aux populations meurtries et promet de tout faire pour que le peuple burundais recouvre la dignité et la paix.

Fait à Bujumbura le 05/09/2015  
Pour le CNARED  
Léonard NYANGOMA



Président.